

## **Le Moyen-Orient à l'heure du Golfe**

*Colloque international organisé par le GREMMO (CNRS-Université Lyon 2 et IEP de Lyon) et l'IEP de Grenoble, les 3 et 4 novembre 2014.*

*Grand Amphithéâtre de l'Université Lyon 2, Quai Claude Bernard, 69007 Lyon.*

Les causes internes des révoltes dans le pays arabes ont été largement étudiées au cours des trois dernières années. Il convient aujourd'hui de changer d'échelle et de s'interroger sur les déterminants régionaux et la géopolitique internationale. Dans le contexte de l'affaiblissement de la politique de puissance américaine dans la région, mais aussi de l'éventuel redéploiement de cette puissance si l'Iran est réintégré dans le concert international, plusieurs des pays du Golfe ont déployé un fort activisme diplomatique autour d'acteurs très différents, avec des ressources diplomatiques et financières variables, d'abord autour du Qatar, puis de l'Arabie saoudite quand celle-ci reprend à l'évidence la main courant 2013.. Cet activisme semble avoir réintroduit au Moyen-Orient une véritable "nouvelle guerre froide", autour d'un affrontement indirect avec l'Iran, dont l'espace principal est évidemment la Syrie, où le conflit ouvert au printemps 2011 s'est très vite régionalisé et internationalisé.

Les politiques de développement et le dirigisme économique qui caractérisaient les pays du Proche-Orient, excepté le Liban, ont été interrompus dans les années 1980 et ces pays se sont alors engagés résolument dans la voie libérale (accords MEDA, zone de libre-échange avec l'Union Européenne, GAFTA). Avec la montée des prix du pétrole, à partir de 2002, les pays du Golfe sont devenus le principal pourvoyeur d'IDE au Proche-Orient. Le dynamisme de leur économie domestique a attiré des flux croissants de migrants, notamment en provenance du Proche-Orient. A travers les importantes remises des migrants, ces flux migratoires ont évidemment renforcé la dépendance financière aux pétromonarchies des pays fournisseurs de main-d'oeuvre.

La crise économique mondiale et ses répercussions dans le Golfe ont cependant obligé les pétromonarchies à réduire leurs investissements dans les pays du Proche-Orient, tandis qu'une partie des immigrés étaient privés d'emplois, et contraints au retour. Peut-on considérer que ce facteur a contribué significativement au « Printemps arabe », et qu'il y aurait là l'effet conjoncturel qui a précipité le déclenchement d'une crise structurelle ?

Le Golfe n'exporte pas que ses capitaux, mais aussi son modèle économique, culturel, religieux et politique. Les télévisions satellitaires, al-Jezira et al-Arabya, sont de puissants instruments pour diffuser leur influence, comme nous avons pu le constater lors des printemps arabes, chaque chaîne relayant le discours du régime qui la contrôle. Le Qatar promeut et instrumentalise les Frères Musulmans, tandis que l'Arabie Saoudite appuie les courants salafistes contre les Frères, soutient les régimes conservateurs, et combat les régimes alliés à l'Iran. La concurrence entre les deux acteurs géopolitiques se manifeste dans les pays déstabilisés : en Egypte, Riyad soutient massivement les militaires qui ont renversé le président Morsi et traquent les Frères, au grand dam de Doha ; en Syrie, Qatar et Arabie Saoudite financent chacun des groupes rebelles radicaux mais antagonistes, et rivalisent pour prendre le contrôle de la Coalition Nationale Syrienne. Ces choix divergents entraînent, au printemps 2014, de fortes tensions au sein du Conseil de coopération du Golfe.

Les bouleversements énergétiques que connaît la région semblent jouer à plusieurs échelles dans les conflits actuels. Les découvertes d'hydrocarbures dans le bassin méditerranéen oriental constituent un nouvel enjeu : à la fois pour les acteurs locaux, qui se disputent sur le tracé des eaux territoriales et des zones d'exploitation économique (Israël, Palestine, Liban, Syrie, Chypre, Turquie) ; et pour les acteurs extérieurs qui cherchent à contrôler l'exploitation et le transport de ces hydrocarbures afin de ménager leurs propres intérêts (pays du Golfe, Russie, Turquie, Etats-Unis, Europe de l'Ouest). A terme, ces ressources peuvent-elles constituer un facteur d'autonomisation du Proche-Orient par rapport au Golfe ? Dans l'immédiat, il convient d'analyser les stratégies des Etats proche-orientaux face à ces perspectives énergétiques.

Ce colloque se propose donc de réfléchir aux relations qu'entretiennent les pays arabes de la Méditerranée orientale (Egypte, Syrie, Liban, Jordanie, Palestine), mais aussi la Turquie, et les puissances du Golfe (Iran et Conseil de Coopération du Golfe, voire l'Irak) à travers les aspects économiques et politiques, confessionnels et culturels. Il convient dans un deuxième temps de s'interroger sur les conséquences de cette influence sur les mutations et les crises actuelles dans les pays de la Méditerranée orientale (Egypte, Syrie, Jordanie, Liban).

## **Programme**

**Lundi 3 novembre**

**9 h**

**Accueil des participants**

**10 h**

**Ouverture du colloque**

**10h30-12H30**

**Séance 1 : Quels sont les stratégies des pays du Golfe (Iran et CCG) à l'égard du Moyen-Orient et comment sont-elles mises en oeuvre ?**

Les pays du Golfe ne regardent pas que vers les pays arabes mais vers le monde entier : c'est très clair pour les pays du CCG, un peu moins pour l'Iran. Les deux modèles divergent car l'Iran, principalement à cause de contraintes géopolitiques, ne déploie pas la même stratégie d'insertion économique sur les marchés mondiaux que les pays du CCG. Les deux pôles géopolitiques de la région sont donc en compétition avec comme outsider la Turquie, dont la politique au Proche-Orient a été contrée par les « printemps arabes ». L'objectif de cette séance est de comprendre les logiques de l'Arabie Saoudite et de l'Iran dans la région, dans le cadre de leur géopolitique globale et les concurrences qu'ils subissent de la part d'autres acteurs régionaux et internationaux.

## **14h-16, séance 2**

### **Les paradigmes des révoltes au Moyen-Orient**

La déstabilisation des pays du Moyen-Orient a plusieurs causes internes et externes. Il ne faut pas négliger le conflit israélo-arabe bien sûr, mais le sujet ayant été abondamment traité, il convient de s'intéresser à la résultante des objectifs et des modes d'action de l'Iran et du CCG au Proche-Orient arabe. Qu'est-ce qui est commun aux différents pays, qu'est-ce qui est spécifique ? Quels sont les paradigmes des révoltes ? Les explications ne font pas consensus. Le qualificatif de guerre civile en Syrie n'est pas accepté par tous les chercheurs, le caractère « communautaire » du conflit l'est encore moins. Mais c'est précisément ce qui nous intéresse et qui nous permettra d'avancer dans la compréhension de cette crise en ouvrant un débat entre chercheurs sur les causes des crises, les éléments qui la rattachent aux autres mouvements du monde arabe et ceux qui la rendent spécifiques. On peut distinguer trois paradigmes explicatifs, souvent opposés :

- L'échec d'une trajectoire de développement et la remise en question des pratiques de l'Etat
- La résurgence ou la permanence du communautarisme
- La place particulière de la région dans la géopolitique mondiale

## **16h30-18h30**

### **Séance 3 : Quelles nouvelles perspectives énergétiques et quelles recompositions possibles de la rente pétrolière ?**

Quelles sont les perspectives énergétiques au Moyen-Orient ? Certains pays pourront-ils passer de la rente indirecte à la rente directe grâce aux gisements en Méditerranée orientale ? Quelles conséquences pour la relation entre le Golfe et le Proche-Orient ? Les gaz de schiste en Jordanie peuvent-ils sortir ce pays de la dépendance ? Quel est l'avenir des gisements d'hydrocarbures du Golfe ?

La découverte de gisements pétroliers et gaziers en Méditerranée a-t-elle le potentiel de remettre en cause les relations de dépendance des pays du Levant par rapport à ceux du Golfe ? Pourrait-elle favoriser de nouvelles relations dans une logique de coopération autour de la mise en valeur de ces ressources, ou attisera-t-elle les concurrences ? La prospection autour de nouvelles énergies (nucléaire, renouvelables mais aussi hydrocarbures non conventionnels, comme en Jordanie) peut-elle avoir des effets identiques ?

## **Mardi 4 novembre**

### **9h-10h45**

**Séance 4 : L'éclairage syrien. Quelles voies pour la démocratisation ? La démocratie est-elle toujours un objectif pertinent dans la région ?**

Le printemps syrien a fait naître de nombreux espoirs de démocratisation qui contrastent aujourd'hui avec le conflit chaotique qui règne dans le pays et avec la possible victoire du régime de Bachar el Assad. Les minorités confessionnelles craignent une démocratisation qui se traduirait par la dictature de la majorité et leur exclusion du pays. Comment les rassurer aujourd'hui alors que les mouvements islamistes radicaux dominent la rébellion ? Le cas syrien interroge sur les voies et moyens de transitions démocratiques dans les sociétés fragmentées du Moyen-Orient.

**11h15-13h**

**Séance 5 : Egypte. Quels rapports entre la société, l'appareil d'Etat et l'armée ?**

Le « Prophète et le Pharaon » (Kepel, 1984) reste-t-il une lecture toujours pertinente ? Après trois ans de tensions et de recompositions, où en sont les rapports entre l'Etat, l'armée et la société ? Comment la société égyptienne évolue-t-elle ? Peut-on mesurer l'impact des millions d'émigrés égyptiens dans les pays du Golfe sur les mutations sociales et les engagements politiques en Egypte ? Quel est désormais le rapport de force entre les groupes pro-occidentaux mondialisés et les Frères Musulmans ? A travers le probable prochain président de la République, quelle place l'armée entend-elle reprendre dans le fonctionnement politique et sociétal du pays ?

**14h30-16h30**

**Séance 6 : Quels scénarios pour le Moyen-Orient ?**

Cette dernière séance constituera la synthèse du colloque. Elle essaiera d'évaluer des scénarios sur l'avenir du Moyen-Orient. Sa place dans la nouvelle division du travail, car si les pays du Golfe sont riches, en revanche, ils sont improductifs et leur modèle rentier sclérose les activités productrices dans l'ensemble de la région. Après la réaction saoudienne en Egypte et l'écrasement des Frères musulmans, que reste-t-il des transitions politiques initiées en 2011-2012 ? L'Egypte peut-elle se réformer elle-même ? Le Liban peut-il continuer à s'intégrer de façon parasitaire dans le système-monde ? La Syrie et l'Irak pourront-ils maintenir leur unité territoriale ? Quel avenir pour l'islam politique à travers ses différentes versions au sein du sunnisme (Frères Musulmans et salafistes), mais aussi du chiisme ? La confessionnalisation des débats et conflits politiques va-t-elle perdurer, dans le Golfe comme au Levant ? Enfin, bientôt quatre ans après le début des « printemps arabes », selon quels scénarios les rapports de forces entre l'Iran, l'Arabie Saoudite et la Turquie peuvent-ils être ré-évalués ?

**Contact** : Fabrice Balanche, (GREMMO-Lyon 2) [fabrice.balanche@mom.fr](mailto:fabrice.balanche@mom.fr)

**Comité d'organisation** : Fabrice Balanche (Lyon 2), Jean-Paul Burdy (IEP Grenoble), Marc Lavergne (CNRS-Lyon 2), Jean Marcou (IEP Grenoble), Eric Verdeil (CNRS-Lyon 2)